

Bulletin d'histoire politique

Les correspondants de guerre canadiens-français de 1939-1945

Aimé-Jules Bizimana



Volume 16, Number 2, Winter 2008

La Deuxième Guerre mondiale à l'étude (2e partie)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056144ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056144ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bizimana, A.-J. (2008). Les correspondants de guerre canadiens-français de 1939-1945. *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 163–178.
<https://doi.org/10.7202/1056144ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les correspondants de guerre canadiens-français de 1939-1945

AIMÉ-JULES BIZIMANA

Doctorant

Département de communication de l'UQAM

INTRODUCTION

Le champ de bataille de la Deuxième Guerre mondiale a accueilli aussi bien les militaires chargés de la conduite de la guerre que les correspondants de guerre chargés de sa couverture médiatique. L'histoire du second conflit mondial est aussi l'histoire des artisans de l'information à la radio et dans les journaux québécois dont la mission était de raconter les événements de la guerre et la vie des soldats à leurs audiences canadiennes-françaises. L'aventure des correspondants de guerre canadiens-français sur le front outre-Atlantique s'inscrit dans un cadre social marqué par les débuts de la radio-diffusion, l'instauration de la censure politique par les autorités fédérales au Canada et la mise en place des règlements militaires concernant la presse au front par le ministère de la Défense nationale. Pour couvrir la guerre, tous les correspondants de guerre devaient être accrédités par l'armée. C'est la division des Relations Publiques de l'armée qui était chargée de l'hébergement, du transport et de la censure des journalistes.

Nous allons retracer l'histoire de la participation des correspondants de guerre canadiens-français d'avril 1940 jusqu'à la fin de la guerre sur le continent européen. Le présent texte aborde par ailleurs la représentation du trait identitaire canadien-français et les contraintes structurelles liées au contrôle de l'information en temps de guerre. Retracer cette histoire de la présence journalistique francophone au front lors de la guerre 1939-1945 a son importance dans un contexte de quasi vide historiographique. En effet, les

chercheurs de différents horizons ont initié et participé à plusieurs travaux consacrés à la participation des Canadiens français aux conflits passés. Cependant, un grand chemin reste à parcourir en ce qui concerne l'histoire du journalisme de guerre canadien et québécois. Un survol rapide de la littérature biographique et scientifique du journalisme de guerre révèle un fossé énorme entre la quantité impressionnante des œuvres britanniques et américaines et la portion congrue canadienne et québécoise.

La couverture médiatique de la Deuxième Guerre mondiale s'est heurtée aux impératifs de la censure et de la propagande. Le travail des correspondants de guerre était encadré sur le terrain par l'armée dans le dessein d'empêcher la divulgation des informations utiles à l'ennemi, de préserver le moral des troupes et de gagner l'adhésion de l'opinion publique à l'effort de guerre. De la « guerre éclair » à la capitulation totale des armées allemandes, la radio était le moyen de communication par excellence. Par correspondants de guerre interposés, ce média a joué un rôle de relais des échos de la guerre en plus d'être l'objet d'une campagne soutenue de persuasion auprès de l'opinion par les gouvernements en guerre. À l'exception de René Lévesque dont la carrière politique au haut niveau a permis l'émergence d'une littérature abondante, y compris sur son passage à la guerre comme journaliste, les correspondants de guerre canadiens-français restent aujourd'hui encore méconnus, contrairement à beaucoup de leurs confrères britanniques et américains. Qui sont-ils ? Et dans quel cadre social ont-ils évolué ?

LA JEUNE RADIO EN GUERRE

Présenté à la Chambre des communes en septembre 1929, c'est le rapport de la Commission Aird¹ qui recommande la création d'une société radiophonique d'État. Radio-Canada est née, enfin sur papier. Ce n'est qu'en novembre 1936 avec la nouvelle Loi sur la radiodiffusion que Radio-Canada voit formellement le jour en remplacement de la Commission canadienne de la radiodiffusion. Avec un siège social à Ottawa, Radio-Canada est dirigé par Gladstone Murray en tête de la direction générale et par Augustin Frigon, adjoint du directeur général. La mise au point d'un réseau pancanadien de radiodiffusion repose principalement sur un service public et ensuite sur des stations privées. La diffusion des émissions à l'intention des communautés linguistiques est une préoccupation de premier plan. À côté du réseau anglophone, le réseau français concerne essentiellement la province de Québec. En 1937, le service francophone démarre véritablement avec l'installation d'un émetteur de 50 kW à Montréal. La Canadian Broadcasting

French sous l'acronyme CBF est le mastodonte du réseau français. Le pôle montréalais sera renforcé par des stations à Québec et à Chicoutimi.

Avec l'irruption de la guerre en 1939, Radio-Canada se trouve dans l'obligation de présenter les nouvelles de la guerre et d'informer le public du déroulement des événements d'extrême gravité qui n'allaient pas tarder à affecter la vie des Canadiens et des Québécois. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, le jeune réseau français ne dispose pas encore de moyens considérables. Radio-Canada n'a pas de service d'information proprement dit. À ce moment, l'information repose essentiellement sur les dépêches de l'agence de nouvelles Canadian Press. De plus, le réseau français reçoit les nouvelles de la très respectée radio britannique BBC.

Depuis plusieurs années déjà, la Canadian Press fournissait à Radio-Canada des bulletins pour diffusion à la radio. Ce service était gratuit, mais en échange, la Société ne pouvait pas les modifier. Le choix des informations, l'ordre dans lequel elles étaient présentées, le texte même des nouvelles étaient sous le contrôle absolu de l'agence de presse. Ce système, trop rigide, ne résista pas aux nouveaux besoins nés du conflit mondial et au changement de rythme que prit la guerre dans la première moitié de l'année 1940. Il devenait nécessaire, pour la Société d'État, de créer son propre service de nouvelles².

Avant l'établissement d'un véritable service d'information, les auditeurs du poste CBF sont informés de la guerre par le biais d'un service de nouvelles, de commentaires et de causeries livrés par divers commentateurs. Journaliste populaire, Louis Francoeur anime l'émission *La situation ce soir* qui offre une revue des nouvelles de guerre. Francoeur s'occupe de traduire les nouvelles de la BBC et les discours étrangers. Il s'agit alors pour le commentateur « de retenir ce qui venait en anglais pour le renvoyer tout de suite en français³ ». Radio-Canada inaugure son service de nouvelles le 1^{er} janvier 1941 sous la direction de Marcel Ouimet, auparavant journaliste au journal *Le Droit*. Louis Francoeur disparaît tragiquement à la suite d'un accident de voiture le 31 mai 1941 et c'est Marcel Ouimet qui le remplace au service de traduction des informations de la BBC pour les auditeurs canadiens-français. Si la présence française de Radio-Canada sur le front est inexistante au tout début de la guerre, l'envoi des correspondants de guerre francophones sur le théâtre des opérations assure à la Société d'État une meilleure couverture des événements auxquels participent les Canadiens. Les correspondants de guerre canadiens-français de l'unité outre-mer de Radio-Canada ont donc posé les jalons du reportage radiophonique en temps de guerre au Québec. Avec des journalistes sur le champ de bataille, Radio-Canada surclasse ses concurrents dont aucun n'envoie des correspondants couvrir la guerre. En première ligne,

Radio-Canada convie les auditeurs québécois aux rendez-vous quotidiens où parviennent les nouvelles de la guerre. Durant cette période, les autorités fédérales en crise majeure tiennent la radio d'État à l'œil. Les commentateurs sur les ondes à Montréal et les correspondants de guerre sur la ligne de front n'auront pas les coudées franches à raconter la guerre, loin s'en faut. Nous verrons plus loin les mesures liées au contrôle de l'information. Voyons d'abord le parcours des correspondants de guerre francophones.

LES CORRESPONDANTS DE GUERRE

Après la déclaration de guerre par le gouvernement Mackenzie King en septembre 1939, le Canada engage des troupes à la rescousse de l'Europe en proie aux coups de boutoir de l'armée d'Hitler. Quand la Première division canadienne sous le commandement du général A. George L. McNaughton quitte le port d'Halifax, aucun journaliste canadien-français ne se trouve à bord du navire *Aquitania* qui se dirige vers Londres. Le 10 décembre 1939, deux représentants du réseau anglais de Radio-Canada accompagnent le premier contingent canadien. Il s'agit du journaliste Robert Bowman et du technicien Arthur Holmes. Les deux hommes constituent la première unité de Radio-Canada outre-mer (*Overseas Unit*).

Le tout premier correspondant du service français de Radio-Canada arrive à Londres en avril 1940. Il s'agit de Gérald Arthur, chef annonceur à la station de Montréal. Arthur travaille aux émissions françaises de la BBC destinées au Canada et à la France. En mai 1940, Gérard Arthur est dépêché à Paris pour couvrir l'arrivée de la Première division canadienne à Boulogne⁴. La détérioration de la situation sur le front français force le départ des correspondants de guerre vers Londres. Dans un mémo, le Major McCormack de la division Relations Publiques de l'armée canadienne souligne l'impossibilité des membres de la presse basés alors à Boulogne d'exercer leur métier en sécurité⁵. En ce mois de mai, les Allemands enfoncent les défenses franco-britanniques sur la ligne Maginot. Avec l'effondrement de la France, le contingent journalistique est occupé notamment à rapporter l'évacuation du corps expéditionnaire britannique à Dunkerque. La France capitule le 22 juin, la *Wehrmacht* marche sur Paris en juillet. S'engagent alors la bataille d'Angleterre dans les airs et la bataille de l'Atlantique en mer.

Les premiers correspondants de guerre canadiens-français couvrent la bataille d'Angleterre, surtout marquée par les bombardements de l'aviation allemande sur Londres. Les bombes de la *Luftwaffe* vont d'ailleurs toucher les bureaux de l'unité outre-mer de Radio-Canada situés dans les enceintes de la BBC ainsi que les bureaux de l'agence de presse Canadian Press sans faire

de victimes. Nommé directeur adjoint du réseau français, Gérard Arthur est relevé par Jacques Desbaillets en novembre 1940. Desbaillets restera en Angleterre jusqu'en juin 1942.

La présence francophone apparaît trop réduite en 1942 et être le fait surtout de correspondants improvisés qui ne sont pas véritablement des journalistes. Les moyens consentis pour le réseau français sont, durant cette période, insuffisants. Le raid de Dieppe en août 1942 va constituer un tournant⁶.

Le 19 août 1942, le débarquement anglo-canadien à Dieppe constitue le premier engagement d'envergure pour les troupes canadiennes jusque-là principalement cantonnées en Angleterre. Parmi les journalistes canadiens présents à l'opération de Dieppe, Radio-Canada compte un seul représentant. Le pionnier des correspondants de la société d'État, Robert Bowman, rapporte le débarquement désastreux à Dieppe pour le réseau anglais CBC. À Montréal, le réseau français reçoit les nouvelles de Dieppe par le truchement des agences de presse et des communiqués de l'armée, et non de ses propres correspondants de guerre francophones. L'opération de Dieppe retient beaucoup l'attention au Canada. Avec la participation des Fusiliers Mont-Royal sous le commandement du colonel Dollard Ménard, Dieppe connaît un grand retentissement chez les Canadiens français. Le jour du débarquement, peu de détails sur l'opération apparaissent dans les journaux. La participation canadienne-française est révélée au deuxième jour et les journaux francophones s'en font l'écho soulignant la « belle conduite⁷ » et la « conduite héroïque⁸ » des Fusiliers Mont-Royal.

Cependant, l'absence de correspondants de guerre francophones pour rapporter les faits et gestes des soldats canadiens-français suscite des interrogations au Québec. « Pourquoi fallut-il que ce fût des reporters du nom de Bowman et Stewart qui fissent les éloges d'un régiment dont les soldats n'étaient ni de leur langue, ni de leur nationalité, ni de leur idéal⁹ ? » soulève un article de *Radiomonde*. Récusant les propos du correspondant anglais Bowman (« ... *And a pitiful few Fusiliers Mont-Royal came back from Dieppe* »), le magazine de la radio s'interroge : « Pourquoi a-t-on éliminé les journalistes canadiens-français¹⁰ ? »

Par ailleurs, 1942 est l'année du plébiscite organisé par le gouvernement King sur la conscription. Devant le rejet de la conscription au Québec, la radio d'État se retrouve dans le collimateur du gouvernement fédéral afin qu'elle serve à maintenir l'unité nationale et qu'elle participe résolument à l'effort de guerre canadien et allié¹¹. La société d'État doit notamment parer à la propagande radiophonique allemande qui pénètre au Québec.

Des solutions pratiques s'imposent et c'est pourquoi la SRC met sur pied un service de radiodiffusion international à ondes courtes, établit un

service d'émissions bilatéral à l'intention des troupes canadiennes cantonnées en Grande-Bretagne et en Algérie, se dote de quatre cars blindés et pourvus d'équipements portatifs pour les reportages du front, prolonge ses heures d'écoute et consacre plus de 20 % de sa programmation nationale à l'information¹².

À la fin de 1942, les réseaux français et anglais, Radio-Canada et CBC, renforcent leur personnel outre-mer avec l'envoi de nouveaux correspondants. Les activités de l'unité outre-mer comportent deux composantes. Un groupe de correspondants avec les troupes en opération pourvoient la rédaction à Montréal (via le quartier général de Londres) des nouvelles du front. Les autres correspondants sont attachés aux quartiers généraux à Londres ou à Alger et produisent des émissions sur les troupes canadiennes et des programmes destinés notamment à la France. Paul Dupuis, François Bertrand, René Lecavalier et Alain Gravel quittent Montréal et se dirigent vers l'Angleterre pour justement prendre en charge les émissions de Radio-Canada en collaboration avec la BBC et les services alliés. De Londres, l'annonceur et caricaturiste Paul Dupuis anime l'émission *Sur le qui vive* et effectue des reportages à partir de la France¹³. Bertrand et Lecavalier seront envoyés à Alger pour travailler à la station de radio alliée. Un autre correspondant se joindra à l'équipe de Radio-Canada. Il s'agit du Belge Eddy Baudry, auparavant animateur de l'émission populaire *Rue principale* sur les ondes de CKAC. Baudry avait quitté son poste à Montréal pour s'enrôler dans l'armée belge en novembre 1941. Après la chute de la Belgique, Baudry se retrouve à Londres d'où il établit le contact avec Radio-Canada avant d'être envoyé à Alger. Eddy Baudry sera tué à la suite de tirs sur l'avion qui le transporte couvrir la conférence de Casablanca (Churchill-Roosevelt) en janvier 1943.

Décidée à la conférence de Casablanca, l'intensification des activités militaires alliées contre les Allemands se matérialise véritablement avec la campagne de l'Italie. En prévision des opérations des troupes canadiennes en Italie, Radio-Canada décide d'envoyer en Europe trois autres correspondants de guerre francophones. Marcel Ouimet, Benoît Lafleur et Paul Barette quittent le service des nouvelles de la société d'État à Montréal et rejoignent l'unité outre-mer à Londres en juin 1943. La direction de l'équipe francophone est confiée à Marcel Ouimet. Par la suite, Ouimet et Lafleur quittent Londres où reste leur collègue Paul Barette et se dirigent vers l'Italie. Ils arrivent en Sicile au mois d'août 1943. À ce moment-là, plusieurs correspondants canadiens, britanniques et américains couvrent les événements sur le front italien pour la radio, les agences de presse et la presse écrite. Les correspondants francophones n'arrivent pas à temps pour rapporter l'assaut initial de l'armée canadienne au sud de l'Italie. Seul Peter Stursberg du réseau

anglais CBC est présent au début de la campagne. En Italie, l'agence de presse Canadian Press est représentée par trois correspondants parmi lesquels le Canadien français Marcel Desjardins. Au début de la campagne italienne, le gros du contingent journalistique international était basé au quartier général des forces alliées à Alger.

Peu après son arrivée en Sicile, Benoît Lafleur est renvoyé au QG d'Alger. Alors qu'il allait être ramené à Londres, Lafleur réussit à obtenir une accréditation auprès d'une force française sous le commandement du général Giraud. Ainsi, Lafleur accompagne les unités françaises et marocaines qui débarquent en Corse en septembre 1943. Seul correspondant canadien en Corse, Lafleur réalise une couverture exclusive pour Radio-Canada dans le tout premier département français libéré durant la Seconde Guerre mondiale.

En Italie, les correspondants de guerre canadiens-français ne passeront pas inaperçus et s'illustrent par quelques faits d'armes. Début septembre, Marcel Ouimet accompagne la 3^e brigade d'infanterie canadienne à laquelle est attaché le régiment Royal 22^e. Le correspondant de Radio-Canada rapporte l'assaut des troupes canadiennes au sud de l'Italie à Reggio de Calabre. Le premier engagement des Canadiens à Calabre est une promenade de santé en raison du peu de résistance de la part des Italiens à la suite de la signature de l'armistice. Cependant, les Allemands vont tenter une opposition farouche à la progression des Alliés. De novembre à décembre, Marcel Ouimet rapporte pour le réseau français de Radio-Canada les combats violents et fait entendre aux auditeurs le tonnerre de puissants barrages d'artillerie. Grâce à des camions spécialement aménagés pour transporter des équipements d'enregistrement portatifs, les correspondants de guerre de Radio-Canada avaient une longueur d'avance sur leurs concurrents. C'est grâce à cet équipement que les correspondants ont pu recueillir les « sons de la guerre ». Les reportages de Marcel Ouimet à ce moment feront le tour du monde.

Quant à Lafleur, il obtient exclusivement un enregistrement du discours du pape Pie XII après la chute de Rome. Par l'intermédiaire de Marcelo Dussio, un Italien attaché au Royal 22^e, le correspondant Benoît Lafleur et son technicien Joseph Beauregard seront invités dans les appartements privés du pape¹⁴. En délivrant son discours en français puis en anglais au micro de Radio-Canada, c'était la première fois que le pape Pie XII s'exprimait à une radio autre que radio Vatican et qu'il le faisait de surcroît en anglais. Au Québec, le discours français aura une portée symbolique et émotive pour les Canadiens français et sera diffusé cinq fois par la Société d'État¹⁵.

Pendant que la campagne de l'Italie fait rage, un jeune journaliste de la station CBV de Québec demande à Radio-Canada d'être envoyé sur le terrain. René Lévesque écrit à Augustin Frigon, le directeur de Radio-Canada

à Montréal, demandant de rejoindre l'unité outre-mer préférablement en Afrique ou en Italie¹⁶. Finalement, c'est l'Office of War Information qui engage René Lévesque. Les services de la propagande américaine étaient à la recherche de correspondants bilingues en prévision du grand débarquement sur les côtes françaises. René Lévesque quitte Radio-Canada et rejoint la section française de *La Voix de l'Amérique*. Après une traversée à bord d'un petit cargo, *L'Indochinois*, Lévesque arrive à Londres le 17 mai 1944. Pendant ce temps, les préparatifs pour le Jour J battent leur plein. Le cours de la Deuxième Guerre mondiale est à la veille d'être changé.

Le 6 juin 1944, les armées alliées mettent en branle le plus grand débarquement jamais entrepris. Le commandement suprême allié accepte d'accréditer plusieurs journalistes en vue de couvrir l'Opération Overlord. Neuf correspondants de guerre débarquent en Normandie avec l'armée canadienne. Parmi les neuf journalistes accrédités auprès des troupes canadiennes se trouve le Canadien français Marcel Ouimet, correspondant de Radio-Canada. Ouimet accompagne le régiment canadien-français de la Chaudière qui débarque sur la plage de Bernières-sur-Mer. Dans les câbles qu'il envoie à Radio-Canada, Ouimet souligne l'accueil enthousiaste des Normands à l'égard des Canadiens et particulièrement les soldats canadiens-français. Peu après le débarquement, le premier reportage du correspondant qui parvient au studio de Montréal relate la portée symbolique du débarquement :

Nous ne sommes en France que depuis cinq jours, mais on dirait, surtout pour les Canadiens de langue française que nous y sommes depuis toujours. La Normandie, cette Normandie, que l'on veut toujours revoir, comme le dit la chanson, après tout c'est un peu chez nous. D'autant plus chez nous aujourd'hui que certains de nos soldats y dorment leur dernier sommeil, sous ce sol riche que leurs ancêtres ont quitté pour aller fonder la Nouvelle-France¹⁷.

Après le jour J, Marcel Ouimet va couvrir la progression des troupes alliées à l'intérieur de la France. En juillet, il assiste à la libération de l'aéroport de Carpiquet et de la ville de Caen. Il voit ensuite l'arrivée du général Charles de Gaulle à Chartres. La grande nouvelle de la campagne de France est bien sûr la libération de Paris. Marcel Ouimet entre dans Paris avec la 2^e division blindée du général Leclerc le 25 août 1944 et rapporte les moments historiques de la libération dans la capitale française. Le 1^{er} septembre, Ouimet et Marcel Desjardins de la Presse canadienne accompagnent l'armée canadienne qui retourne à Dieppe où plusieurs soldats canadiens avaient péri lors du débarquement tragique d'août 1942.

Durant la campagne de France, les Allemands ont continué à bombarder Londres avec les fameuses bombes volantes. Sur les ondes de la *Voix de*

l'Amérique, René Lévesque rapporte les bombardements londoniens et les événements sur le front français. Par ailleurs, les journalistes des radios alliées lisent régulièrement des messages personnels destinés à la résistance française.

Après la France, les correspondants de guerre canadiens-français couvrent les campagnes de Belgique, de la Hollande et la chute de Berlin. Avec l'entrée des Alliés en Belgique, Marcel Ouimet se trouve à Bruxelles le 5 septembre. Il rapporte ensuite la bataille de l'Escaut d'octobre à novembre notamment à Breskens et à Walchelen. En octobre, les troupes alliées ouvrent une brèche dans la ligne Siegfried et entrent à Aix-la-Chapelle. Marcel Desjardins est le seul correspondant canadien à y entrer avec l'aide d'un officier américain. En décembre 1944, Paul Barette passe Noël avec les soldats canadiens sur le front italien. Marcel Ouimet ayant obtenu son congé, c'est Benoît Lafleur qui le relève en Hollande. Le 8 janvier, Lafleur assiste à une conférence de presse du général Montgomery au lendemain de la sérieuse contre-offensive allemande dans les Ardennes. Le correspondant rapporte alors pour le réseau français de Radio-Canada le début de l'offensive alliée sur le Rhin en février 1945.

En ce mois de février, René Lévesque est finalement affecté à la 3^e Armée américaine du général Patton après huit mois au studio de la station américaine à Londres. Il rejoint les troupes américaines en Alsace après un passage à Paris. Lévesque prépare des reportages pour la radio américaine et écrit également pour le *Stars and Stripes*, un journal de l'armée américaine. Dans les villes du Bas-Rhin avec le général Patton, René Lévesque traverse le Rhin fin mars, cette fois-ci, avec le général Patch à la tête de la VII^e Armée américaine. Nommé *senior correspondent*, Lévesque agit par ailleurs à ce moment comme agent de liaison entre la VII^e Armée de Patch et la 1^{re} Armée française du général de Lattre de Tassigny.

Au mois d'avril 1945, les Alliés entament la dernière ligne droite de la Deuxième Guerre mondiale. La *Wehrmacht* est en débandade. Les correspondants de guerre découvrent l'horreur des camps de concentration. Avec le régiment de la Chaudière, Marcel Ouimet voit les stigmates de la solution finale en Allemagne notamment à Meppen. Une à une, les villes allemandes révèlent la barbarie de l'idéologie nazie. Après Auschwitz, Buchenwald et les autres, le grand camp de concentration de Dachau est libéré par les troupes américaines fin avril. René Lévesque est l'un des premiers à entrer à Dachau. Il découvre alors les visages hagards et les corps squelettiques des prisonniers du camp, véritable chaîne de montage de l'industrie de la mort.

Avec la reddition des armées allemandes début mai, la guerre en Europe se termine. Marcel Ouimet et Paul Barette assistent à la cérémonie de la reddition de la *Wehrmacht* en Hollande. Barette avait rejoint l'équipe de Radio-Canada au Nord-Ouest de l'Europe après le départ secret de la 1^{re} Armée canadienne de l'Italie. Après l'arrestation d'Hermann Goering, René

Lévesque se trouve parmi le petit groupe de journalistes qui recueillent le témoignage du général défait, un des architectes de l'Holocauste. Le jour de la Victoire est proclamé le 8 mai 1945.

« JEAN-BAPTISTE S'EN VA-T-EN GUERRE »

Sur les ondes, les correspondants de guerre canadiens-français racontent la vie des soldats canadiens-français engagés dans l'armée canadienne. Ils ne sont pas les seuls à le faire. Les journalistes canadiens, britanniques et américains font également connaître à leurs auditeurs et à leurs lecteurs respectifs la vie des leurs en guerre. En effet, les nouvelles du front concernant « nos gars » et les « gars du coin » constituent un trait récurrent du journalisme de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale. Accrédités principalement auprès des unités canadiennes-françaises, les correspondants de langue française rapportent donc le déroulement de la guerre et les nouvelles des soldats. Les histoires du soldat ordinaire parviennent au pays à travers des émissions et des reportages contenant les interviews des combattants. « C'est ce qu'on appelait la *little Joe story*¹⁸ », dit Joseph Beauregard, technicien de Radio-Canada.

Jean-Baptiste s'en va-t-en guerre est l'une des premières émissions de Radio-Canada sur les troupes outre-Atlantique. Selon *Radiomonde*, cette émission du mercredi soir à Radio-Canada « établit en quelque sorte un contact immédiat entre les soldats canadiens outre-mer et leurs parents au Canada¹⁹ ». Dans une formule « simple mais émouvante²⁰ », l'émission fait entendre les voix des maris, des pères et des proches au loin. Les auditeurs sont d'ailleurs nombreux à appeler Radio-Canada pour savoir si monsieur Untel va passer à l'émission. « Jean-Baptiste » est l'évocation allégorique du Canadien français autant que G.I. Joe l'est pour le soldat américain²¹. Radio-Canada réalise la plupart de ses émissions à partir de la capitale britannique Londres. En plus de *Jean-Baptiste s'en va-t-en guerre*, les émissions *Sur le qui-vive*, *En Plein vol*, *Les Voix françaises*, etc. sont destinées aux auditeurs francophones. Selon le correspondant de guerre Jacques Desbaillets, ces émissions « ont dû démontrer aux auditoires canadiens-français que les leurs en service actif constituaient, avec leurs officiers et leurs aumôniers, une belle famille²² ». La radio sert de lieu de rapprochement entre les soldats et les leurs explique Desbaillets²³. L'exemple suivant en témoigne. Le 23 juin 1944, Marcel Ouimet réalise une interview avec le lieutenant Jean-Bernard Rainville de Saint-Jean-sur-Richelieu en opération sur un aéroport français. Le reportage de Ouimet est diffusé le même jour à Montréal. Dès le lendemain au jour de la Saint-Jean Baptiste, Jean Saint-Georges de l'équipe de

Radio-Canada à Montréal écrit à Ouimet et lui annonce que les Rainville lui témoignent leur reconnaissance²⁴.

Grâce aux correspondants de guerre canadiens-français, le Québec reçoit l'écho de la guerre et surtout les nouvelles des troupes à l'accent si familier dans les foyers francophones. À l'instar des médias des autres pays, la presse québécoise est la caisse de résonance du rôle des régiments canadiens-français en guerre et de l'exaltation de leurs faits d'armes au combat. Les actions des commandants et des combattants originaires du Québec reçoivent une couverture glorifiée comme en témoigne la couverture des événements de Dieppe²⁵.

LA CENSURE ET LE CONTRÔLE DES CORRESPONDANTS

Quand débute le second conflit mondial en septembre 1939, tous les belligérants mettent en place des mesures de censure et de propagande pour s'assurer du contrôle de l'information à la fois à l'intérieur des pays en guerre et sur le théâtre des opérations militaires. La guerre de l'information touche les communications télégraphiques et postales, les émissions radiophoniques, les écrits des journaux, etc. Les informations délivrées sur les ondes de la radio et dans les pages de la presse écrite sont sous surveillance des autorités politiques et militaires. Nous verrons particulièrement ici le contrôle des correspondants de guerre qui couvrent le déroulement de la guerre et l'état des troupes engagées.

Au Canada, l'imposition de la censure est officialisée par les décrets C. P. 2481 du 1^{er} septembre et C. P. 2483 du 3 septembre. Au premier sont annexés les *Règlements concernant la censure, 1939* et le deuxième établit les *Règlements concernant la défense du Canada*²⁶. La responsabilité de censurer la presse revient aux censeurs dont la fonction est d'émettre les directives aux éditeurs et de veiller à l'application des règles en vigueur. C'est un système volontaire où la presse choisit les informations à publier sous peine de sanctions en cas de violation des règles établies. Pour les correspondants de guerre, c'est à l'armée canadienne qu'est confiée leur accréditation, la censure de leurs publications et la surveillance de leurs déplacements.

Les dispositions concernant la censure de la presse sur le front sont élaborées avant la guerre et sont libellées dans le document *Regulations for Censorship in Time of War or Emergency*. Dans cette première mouture de la censure en temps de guerre, le point 104 concerne la censure de la presse sur le front²⁷. En ce qui a trait à l'accréditation sur le front, le ministère de la Défense nationale est la seule autorité habilitée à émettre les permis des correspondants de guerre.

La censure des reportages, des photographies et des croquis réalisés par les correspondants de presse accompagnant une force sur le terrain est d'abord assumée par l'état-major sur le terrain. Tous les documents doivent être soumis aux censeurs de presse sur le terrain en double. Après avoir été censurés et acceptés, les documents seront transmis par l'état-major aux autorités responsables de la censure au pays²⁸.

Par ailleurs, les articles ou les livres écrits par les correspondants de guerre sur le terrain ou après leur retour au Canada doivent également être soumis aux censeurs sur le terrain ou au War Press Bureau au Canada. Durant la guerre, le quartier général canadien à Londres (*Canadian Military Headquarters* [CMHQ.]) distribue aux correspondants de guerre accrédités auprès de l'armée canadienne un livret intitulé *Regulations for Press Representatives with the Canadian Army in the United Kingdom*. Le livret contient un certain nombre de dispositions concernant notamment l'accréditation, le statut, les obligations et le contrôle des correspondants ainsi que la censure de l'information.

Pour le gouvernement canadien, il est important de faciliter le travail des correspondants de guerre afin de couvrir les opérations des forces canadiennes outre-mer, à la condition fondamentale qu'ils ne puissent rapporter en aucune façon des informations utiles à l'ennemi. À ce dessein, il est strictement interdit aux correspondants de presse de publier les informations suivantes :

La composition et l'emplacement des formations, les détails des mouvements de troupes, les ordres opérationnels, les critiques de nature personnelle, les plans de futures opérations, les pertes, l'organisation, les noms de lieux, les méthodes de camouflage, les noms et les effectifs des formations et des unités, les nouveaux progrès en armements et équipements²⁹.

D'autre part, la censure veille à préserver le moral de la population et des soldats. Les deux objectifs sont clairement indiqués dans les documents du comité de coordination de la censure :

En matière de presse et de radiodiffusion, la censure a pour objet d'empêcher l'ennemi, autant que possible, d'obtenir les renseignements navals, militaires, aéronautiques, économiques ou autres qui pourraient nuire à l'intérêt national. La censure a également pour but d'empêcher la propagation de nouvelles susceptibles de causer le mécontentement au sein de la population civile ou d'exercer un effet pernicieux sur le moral des forces armées³⁰.

Ainsi, il est demandé aux représentants de presse sur le front de ne pas agir de manière préjudiciable à la sécurité, au bien-être et au moral des

troupes de sa Majesté ou de tout pouvoir allié ou associé³¹. Pour la sécurité des troupes et des opérations, il est bien sûr compréhensible d'empêcher les correspondants de guerre de publier des informations militaires sensibles. En dehors des nouvelles strictement positives par contre, comment rapporter des informations sans porter atteinte au bien-être et au moral des troupes? La censure de l'information devient sévère surtout quand les nouvelles du front sont défavorables. Durant les situations d'échecs militaires et de grandes pertes, le travail des journalistes est considérablement gêné. C'est le cas notamment lors des offensives victorieuses des Allemands au début de la guerre où les Alliés sont malmenés et au débarquement de Dieppe où les Canadiens enregistrent d'énormes pertes en hommes et en matériel. Devant l'impératif de préserver la sécurité des opérations militaires et la nécessité de garder le moral de l'armée et de la nation, la couverture journalistique de la guerre se montre patriotique et se met au service de l'effort de guerre. La Deuxième Guerre mondiale a particulièrement été marquée par le zèle patriotique d'une presse étroitement encadrée par une organisation combinée de la censure et de la propagande très efficace. Après la guerre, plusieurs correspondants vont reconnaître leur contribution à l'effort de guerre. Peter Stursberg du réseau anglais de Radio-Canada dira plus tard : « Comme journalistes, nous avions tendance à voir les choses en rose, en raison, d'une part, de la ferveur patriotique de l'heure et, d'autre part, de la censure, qui ne permettait aucune critique de l'effort de guerre³². »

Sur le front, la section Relations publiques de l'armée canadienne est chargée de la censure, du contrôle, et de l'intendance des correspondants de guerre. L'officier de Relations publiques (*Public Relations Officer* [PRO.]) agit comme intermédiaire entre les correspondants et l'état-major. Le PRO doit surveiller tous les déplacements des correspondants de guerre sur le champ de bataille. Les correspondants ne peuvent donc visiter une zone d'opération ou s'entretenir avec les troupes sans la présence d'un officier accompagnateur (*conducting officer*). Lors du grand débarquement de Normandie par exemple, le Canadien français Marcel Ouimet, correspondant de Radio-Canada, a débarqué à Bernières-sur-mer avec William Cornforth, officier accompagnateur du groupe Relations publiques de l'armée canadienne.

En Europe, les services d'information canadiens collaborent étroitement avec les services alliés. Le premier livret des correspondants de guerre canadiens édité en mai 1941 mentionne que les copies des journalistes doivent être soumises à la censure britannique³³. En Angleterre, les activités de la censure sont organisées par le ministère de l'Information (*Ministry of Information* [MOI]). Lors de l'invasion de l'Italie en juillet 1943, les correspondants canadiens, britanniques et américains acheminent leurs nouvelles du front sur

la base d'un *pool* soit par l'Office of War Information [OWI] à Washington, soit par le War Office de Londres. L'OWI avait été institué en juin 1942 par le président américain pour s'occuper de la propagande. L'OWI diffuse également des programmes radiophoniques à l'intention des pays alliés par le biais de l'American Broadcasting Station in Europe [ABSIE]³⁴. En prévision du débarquement en Normandie et de l'invasion en Europe, les Alliés réorganisent le système de censure en avril 1944. La section Relations publiques du commandement suprême allié (Supreme Headquarters of the Allied Expeditionary Force [SHAEF]) regroupe alors les services canadiens, britanniques et américains. Un nouveau livret contenant les règlements militaires alliés destinés aux correspondants de guerre est édité en 1944 par le SHAEF³⁵.

CONCLUSION

Durant la Deuxième Guerre mondiale, le Canada se porte au secours de l'Europe. Au sein des armées alliées, les soldats canadiens anglais et français combattent ensemble l'ennemi nazi. Avec les troupes, des centaines de correspondants de guerre canadiens, britanniques, américains et autres, rapportent la guerre mondiale à la radio et dans les journaux. Malgré leur absence au tout début du conflit, les correspondants de guerre canadiens-français se retrouvent à leur tour sur le théâtre des opérations. La radio joue un rôle essentiel lors de cette guerre. Seule Radio-Canada est représentée par ses correspondants membres de l'unité outre-mer. Munis d'un équipement technique à l'avant-garde, les correspondants de Radio-Canada n'ont rien à envier à leurs confrères internationaux. Ces artisans des ondes recueillent les bruits de la guerre et racontent la vie des soldats originaires du Québec. La presse écrite francophone au Québec est quasi inexistante sur la scène de la guerre entre 1939 et 1945.

Dès le début de la guerre, le Canada instaure la censure de la presse. Les censeurs doivent scruter les informations publiées dans les journaux et à la radio. Comme nous l'avons vu, la censure vise principalement à empêcher la publication des renseignements susceptibles d'aider le camp ennemi et de préserver le moral des combattants et de la population. Sur le champ de bataille, les censeurs militaires s'occupent des correspondants de guerre. Le contrôle de l'information de guerre en zone d'opération est vital pour l'armée. Pour accomplir leur tâche, les correspondants de guerre doivent obéir aux règlements militaires mis en place par les autorités canadiennes en collaboration avec les autorités alliées. Les officiers de Relations publiques sont chargés de censurer les reportages des journalistes, de surveiller leurs déplacements et de faciliter leurs communications.

Cet article a par ailleurs brièvement souligné la dimension liant les soldats canadiens-français et le public au Québec par l'intermédiaire des correspondants de guerre. Attachés aux unités canadiennes-françaises (les régiments 22^e Royal et de la Chaudière), les correspondants ont rapporté la vie au combat et l'exploit des leurs sur différents fronts. De l'autre côté de l'Atlantique, la guerre parvenait dans les foyers québécois par les nouvelles des correspondants dont les voix étaient devenues si familières. Soixante ans après la Deuxième Guerre mondiale, le travail de ces soldats des ondes n'est pas souligné à sa juste valeur.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Du nom de John Aird, président de la Commission et président de la Banque canadienne du commerce.
2. Gérald Laurence, « Province de Québec » dans Hélène Eck (dir.), *La guerre des ondes : histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Montréal, Hurtubise, 1985, p. 300.
3. André Versailles, « Louis Francoeur : journaliste de l'air », *Radiomonde*, 18 mai 1940, p. 5.
4. Gérald Laurence, *op. cit.*, p. 304.
5. Archives Nationales du Canada (ANC), Fonds Gregory Clark, R 8258, vol. 4, dossier 4-6.
6. Gérald Laurence, *op. cit.*, p. 305.
7. *La Presse*, 21 août 1942, p. 1.
8. *Le Devoir*, 21 août 1942, p. 1.
9. *Radiomonde*, 5 septembre 1942, p. 7.
10. *Ibid.*
11. Sur les turbulences de Radio-Canada à cette période, voir Alain Canuel, « La censure et la propagande à Radio-Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale » dans Claude Beaugard, Alain Canuel et Jérôme Coutard, *Les médias et la guerre de 1914 au World Trade Center*, Montréal, Méridien, 2002, p. 77-102.
12. Alain Canuel, *op. cit.*, p. 92.
13. Après la guerre, Paul Dupuis quitte Radio-Canada et se consacre au cinéma et au théâtre. Il joue dans plusieurs films étrangers et canadiens dont *Yellow Canary*, *Johnny Frenchman* et *La forteresse*.
14. A. E. Powley, *Broadcast from the Front : Canadian Radio Overseas in the Second World War*, Toronto, Hakkert, 1975, p. 83.
15. Gérard Laurence, *op. cit.*, p. 345.
16. Pierre Godin, *René Lévesque : un enfant du siècle*, Montréal, Boréal, 1994, p. 129.

17. ANC, Fonds Albert Edgard Powley, MG 30 E 333, vol. 1, Marcel Ouimet, Overseas Unit-Reports from France, Italy, Holland 1943-1945 (transcripts) [11 juin 1944, France].
18. Joseph Beauregard cité par Gérald Laurence, *op. cit.*, p. 303.
19. *Radiomonde*, 15 août 1942, p. 3.
20. *Ibid.*
21. L'Américain Ernie Pyle, correspondant de guerre pour le groupe *Scripps-Howard*, est le symbole par excellence de cette triple relation entre le soldat au front, le journaliste et le public à la maison. Dans ses reportages, Pyle met en vedette la vie de G. I. Joe, représentation symbolique du soldat américain. Les soldats le lui rendent bien et lui vouent d'ailleurs une admiration. Le général américain Bradley dira même que ses troupes semblaient bien se battre quand Pyle était dans les parages (Phillip Knightley, *First Casualty : The War Correspondent as Hero and Myth Maker from Crimea to Kosovo*, London, Prion Books, 2002, p. 357).
22. *Radiomonde*, 27 juin 1942, p. 5.
23. *Ibid.*
24. Lettre de Jean Saint Georges à Marcel Ouimet, le 24 juin 1944.
25. Pour le caractère « mythifié » de la couverture journalistique du raid de Dieppe, voir Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe : radioscopie d'un mythe*, Montréal, VLB Éditeur, 2002.
26. Claude Beauregard, *Guerre et censure au Canada 1939-1945*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 34.
27. ANC, RG12, vol. 2355, dossier 11-38-12, part 3, *Regulations for Censorship in Time of War or Emergency (first draft)*.
28. *Ibid.*
29. ANC, Fonds Gregory Clark, R 8258-0-8-E : Série Wartime, vol. 4, dossier 4-9, *op. cit.*, p. 17.
30. ANC, Fonds du Bureau du Conseil privé, RG 2, vol. 5942, dossier 1, Manuel concernant la censure de la presse et de la radiodiffusion, 1940.
31. ANC, Fonds Gregory Clark, R 8258-0-8-E : Série Wartime, *op. cit.*, p. 6.
32. Peter Stursberg cité par Claude Beauregard, *op. cit.*, p. 129.
33. ANC, Fond Gregory Clark, R 8258-0-8-E : Série Wartime, *op. cit.*, p. 18.
34. Engagé par l'OWI, le correspondant de guerre canadien-français René Lévesque travaille pour l'ABSIE à Londres.
35. Le livret est intitulé *Regulations for War Correspondents Accompanying Allied Expeditionary Force in the Field*. Il est reproduit dans U. S. Senate, *Pentagon Rules on Media Access to the Persian Gulf War*, Hearing before the Committee on Governmental Affairs, 102nd Congress, 1st Session, February 20, 1991, Washington, U. S. Government Printing Office, 1991, p. 885-908.